



**Assemblée générale ordinaire de l'Union des Paysans Fribourgeois,
mardi 20 juin 2023**

Rapport du président

L'exercice 2022 restera longtemps dans nos mémoires, et ce, pour de nombreuses raisons. L'éclatement de la guerre en Ukraine, l'explosion des prix des matières premières et la sécheresse entreront vraisemblablement un jour dans les livres d'histoire. La guerre, si proche et provoquant tant de souffrances, remplit certes encore les colonnes et les émissions des médias, mais semble faire partie de nos habitudes, ce qui est vraiment choquant.

Dans les faits, force est de constater, comme après la crise du Covid-19, que notre société vit dans le court terme, oublie vite et retombe tout aussi vite dans ses vieilles habitudes. Parmi tous les magasins à la ferme qui avaient vu le jour durant la pandémie, signe de la prise de conscience des consommatrices et consommateurs pour les produits locaux et de saison, beaucoup ont déjà disparu. Il en va de même pour les matières premières alimentaires sur les marchés internationaux. Leurs prix ont pratiquement retrouvé leur niveau de 2021, avant la hausse. C'est notamment le cas pour les céréales et les oléagineux. Les prix des intrants, comme les engrais et l'énergie, sont eux aussi repartis à la baisse, avec un peu plus de modération toutefois. Pour les paysans que nous sommes, cette situation est très défavorable, car nous enregistrons de nouveau de fortes pressions dans la commercialisation de nombre de nos productions. Les organisations de producteurs sont poussées dans leurs retranchements lors des négociations sur les prix. Comme je viens de le dire, la pression est énorme et nous ne pourrions malheureusement pas maintenir tous les prix, comme nous avons réussi pour les céréales panifiables.

Et la sécheresse 2022? S'agissant de la politique agricole de la Confédération (PA), elle semble être sur toutes les lèvres. Le changement climatique, la biodiversité, la protection de l'environnement, etc. influent sur les discussions relatives à l'élaboration de la PA. En vérité, je pense comme notre conseiller d'Etat Didier Castella, directeur du Département des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF): "Produire mieux - oui; Produire moins - non".

Mais en y regardant de plus près, je reste sans voix. Pour la défense du magistrat cité, il faudrait lui donner la possibilité d'expliquer ici ce qu'il entend par "mieux". Maintenant, voyons ce que "mieux" veut dire du point de vue de la PA. Commençons par un rappel. Je dois affirmer sans cesse, et je me permets de le dire parce que mes contacts et mes fonctions m'ont permis d'en voir au niveau mondial: nous avons déjà fait beaucoup en faveur de la réduction de l'emploi des produits phytosanitaires, de la biodiversité, de la protection de l'environnement et d'une production ménageant les ressources. Mais revenons-en à la PA. La première étape du passé récent, c'est la trajectoire de réduction, qui est en phase d'application depuis cette année. Cela pour produire "mieux". Ce qui signifie aussi avec moins d'engrais et de produits phytosanitaires, plus de mécanisation, des coûts plus élevés et davantage de risques concernant la sécurité du rendement et les exigences de qualité. Moins de volume de production, cela signifie malheureusement aussi moins d'argent dans le porte-monnaie. Tout simplement parce que, avec un budget de la Confédération inchangé pour l'agriculture, nous finançons nous-mêmes les

nouvelles contributions pour les programmes de la trajectoire de réduction, notamment via la baisse des contributions pour la sécurité de l'approvisionnement. Pour les politiciens de Berne, Conseil fédéral et Parlement compris, c'est facile!

Mais je suis loin d'être résigné. C'est pourquoi je vais me tourner vers l'avenir. Qu'est-ce qui me paraît positif? La recherche et la sélection progressent et devraient donc apporter des solutions. Les nouvelles méthodes de sélection, qui n'ont clairement rien à voir avec les organismes génétiquement modifiés (OGM), pourraient nous permettre d'avancer plus vite. Cela arrivera si les producteurs sous label comme ceux du Bourgeon Bio ou d'autres acceptent ces méthodes et les soutiennent aussi, permettant ainsi aux consommatrices et consommateurs d'y réagir positivement. Je poursuis en mentionnant les objectifs louables des futures PA, 2030 ou 2050, comme plus de transparence dans la chaîne de valeur ou un meilleur partage de la valeur ajoutée entre tous les maillons de cette chaîne. Je citerai aussi les discussions en cours sur les sujets restants de la PA22+, comme la situation sociale de l'agriculture, qui sont centrées sur la main-d'œuvre familiale, le conjoint et les enfants. Nous devons profiter de cette discussion pour montrer l'extrême importance de ce dossier et mettre le doigt sur le fait que le revenu du travail est insuffisant dans de nombreuses exploitations. Que dans de nombreux budgets calculés pour les familles paysannes par le passé, et en partie encore aujourd'hui, la couverture des risques et la prévoyance vieillesse n'ont tout simplement pas été suffisamment prises en compte par la vulgarisation. Seuls des prix plus élevés peuvent mener à une amélioration de la situation. La discussion sur une assurance des récoltes permet d'insister sur la nécessité de trouver d'autres solutions, comme la gestion de l'eau. D'après les déclarations des chercheurs sur le climat, nous n'avons pas moins d'eau, mais celle-ci est répartie différemment sur l'année. Nous devons faire avancer ce dossier avec détermination.

Un mot encore à propos du "mieux". A en croire les visions du Conseil fédéral pour les années 2030, voire 2050, la priorité est mise non seulement sur une agriculture plus résiliente, mais aussi sur une alimentation saine de la population. C'est assurément digne de louanges! Mais la PA seule ne permettra guère d'y parvenir. Imaginez que nous produisions précisément d'après ce modèle, mais que le consommateur ne suive pas et s'approvisionne en aliments importés produits on ne sait où et on ne sait comment. Les 3,5 % de surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) sur terres ouvertes sont un exemple particulièrement actuel. D'après le Conseil fédéral, nous devenons meilleurs. Pourtant, le fait est que nous ne nous limitons pas à des mesures judicieuses et nécessaires, comme les bandes pour les auxiliaires, mais que nous soustrayons aléatoirement des surfaces à la production, si bien que nous produisons moins et devons donc importer davantage. Comment en sommes-nous arrivés là? Les organisations écologistes et d'autres spécialistes de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) sont d'avis que les 19 % de SPB (respectivement 7 % et 3,5 % pour les cultures maraîchères et les cultures spéciales sont obligatoires) ne suffisent pas, notamment parce qu'il y en a trop peu sur les terres ouvertes. Cette idée a été soutenue par nombre d'organisations, y compris dans nos rangs: IP Suisse, Bio Suisse, au début aussi les Paysannes et femmes rurales et la direction de l'Union Suisse des Paysans (USP). La Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC) est parvenue à infléchir la position de l'USP et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a fini lui aussi par prendre ses distances. Seulement, comment peut-on gagner au Parlement quand la FSPC et l'USP font du lobbying pour la suppression de cette mesure, en ayant contre elles l'Alliance agricole et un Conseil fédéral qui continue à soutenir la mesure? Et la cerise sur le gâteau, c'est que des parlementaires paysans ont voté contre les représentants de l'économie lors de votations précédentes et les ont fâchés. Dans de telles conditions, nous ne pourrons pas gagner un vote au Conseil national. Mais ce n'est pas tout. Favorable aux 3,5 % de SPB sur terres ouvertes, Bio Suisse

a pourtant déclaré que cette mesure ne serait pas très facile à appliquer en agriculture biologique et a demandé le report de sa mise en œuvre. Je me suis rarement autant énervé que sur ce dossier!

Venons-en maintenant à un autre élément d'importance primordiale, et éloignons-nous un peu de la PA au sens strict: la communication. Tous ces nouveaux enjeux, toutes ces nouvelles exigences qui nous sont imposées sont certes de taille. La communication avec notre population est très importante. Le fossé ville-campagne subsiste, comme le montrent les dernières votations, et nous devons le combler. Nous en avons donc fait un des thèmes centraux de notre 175^e anniversaire. Notre directeur vous informera des diverses actions prévues. Nous pouvons être fiers de notre travail et de nos produits. A ce propos, nous devons développer une attitude positive et convaincre à chaque occasion les consommatrices et consommateurs des avantages de nos produits locaux, sains, de saison et obtenus conformément aux sévères directives suisses. Nous le faisons grâce aux moyens que les organisations agricoles mettent à notre disposition. Mais chacun de nous peut le faire chaque jour, au travers des contacts qu'il entretient avec ses voisins et ses amis, dans les sociétés et partout ailleurs.

Je pourrais encore vous entretenir des nombreux sujets qui nous occupent. Votre UPF, l'USP et les diverses organisations de producteurs s'engagent inlassablement pour nous, les paysans. Je veux leur dire ici un tout grand merci pour leur travail. J'aimerais inclure tout spécialement dans ces remerciements le personnel de notre Chambre fribourgeoise d'agriculture et son directeur, Frédéric Ménétrety, le comité directeur, le comité cantonal et toutes les commissions.

Je vous souhaite de belles récoltes, de la meilleure qualité possible et surtout une bonne santé.

Merci de votre attention.

Fritz Glauser
Président de l'Union des Paysans Fribourgeois